

SELECTION D'ARTICLES DE PRESSE EN FRANCAIS

19 juin 2006

Le Figaro

Un Conseil des droits de l'homme sans Washington

Jean-Louis TURLIN

Par peur d'un échec, Washington n'a pas posé sa candidature cette année au nouvel organe qui va succéder à la Commission des droits de l'homme.

Les Etats-Unis sont l'un des quatre pays (1) à avoir voté, le mois dernier, contre la création du Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui va succéder, le 19 juin à Genève, à la commission du même nom. Motif invoqué à la face des 170 pays qui ont voté pour : l'élection des 47 membres se fera, le 9 mai, à la majorité simple, une barre pas assez haute, selon Washington, pour bloquer la participation de pays aussi peu recommandables que le Soudan, le Zimbabwe ou Cuba. Les Américains voulaient une majorité des deux tiers.

Ironie du sort : la candidature des Etats-Unis au nouveau Conseil avait toutes les chances de ne pas réunir la majorité simple des 191 pays membres de l'ONU. Le dossier américain aurait souffert de la détention des « combattants ennemis » privés de tout droit à la prison de Guantanamo, de la torture dans celle d'Abou Ghraïb en Irak, ou encore des geôles secrètes de la CIA à l'étranger.

En annonçant la décision, le porte-parole du département d'Etat s'est retranché derrière « les candidats forts » que les Etats-Unis soutiennent et qu'ils ne veulent pas gêner, pour remplir le contingent de sièges réservés aux Occidentaux : sept, pour lesquels huit candidatures sont déjà déclarées (Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, Finlande, France, Grèce, Portugal et Suisse). Il y a donc déjà trop de monde, a indiqué en substance l'ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton.

« Recul majeur »

La décision est cependant contradictoire avec la stratégie habituelle de Washington, qui consiste à oeuvrer pour les droits de l'homme à l'intérieur des structures existantes, aussi imparfaites soient-elles. Depuis la création de la commission en 1946, les Etats-Unis en ont toujours fait partie à l'exception d'une année, en 2002, lorsque leur candidature perdit les voix des Européens mécontents de l'opposition américaine à la Cour pénale internationale.

Pour Tom Lantos, chef des démocrates au sein de la commission des relations internationales à la Chambre des représentants, « cette décision constitue un recul majeur dans la longue histoire de la lutte de l'Amérique pour faire avancer la cause des droits de l'homme dans le monde ». Reed Brody, avocat pour l'organisme Human Rights Watch, a regretté que « le bilan troublant de l'administration Bush en matière de droits de l'homme signifie que les Etats-Unis auraient éprouvé des difficultés à se faire élire ».

Certes, le département d'Etat a promis de soutenir le nouveau Conseil, y compris financièrement, et John Bolton, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, a estimé que les Etats-Unis se feraient encore mieux entendre en restant en dehors cette année, tout en laissant présager une candidature l'année prochaine. En attendant, 35 pays sont en lice pour le 9 mai, y compris des défenseurs aussi douteux des droits de l'homme que l'Algérie, la Chine, Cuba, le Pakistan ou la Russie...

(1) Avec Israël, les îles Marshall et Palau.

http://www.lefigaro.fr/international/20060619.WWW000000427_un_conseil_des_droits_de_lhomme_sans_washingto_n.html

Le consensus du mépris

19 juin 2006 — Une nouvelle enquête statistique (c'est le temps des sondages et des enquêtes statistiques) concernant la guerre en Irak et la politique étrangère des USA donne quelques résultats remarquables, même s'ils ne sont pas complètement surprenants. Il s'agit d'une enquête annuelle faite par le magazine *Foreign Policy* et le Center for American Progress, portant sur plus de cent personnalités US de haut et de très haut niveaux (y compris d'anciens secrétaires d'État), intéressées et ayant eu une expertise et des rôles de décision dans les matières de sécurité nationale.

L'échantillonnage a été particulièrement sélectionné pour présenter des opinions particulièrement représentatives, précise UPI (Jason Motlagh) qui présente cette enquête :

« To draw “definitive conclusions” on the “war's priorities, policies, and progress” from the people that have shaped U.S. national security for the last half century, participants included top U.S. military commanders, veterans of the intelligence community, prominent academics and journalists, and even a former secretary of state and national security adviser. Almost 80 percent of those surveyed for the terrorism index have worked for the U.S. government in some capacity, and results defied partisan lines. »

Leslie Gelb, président du CFR (Council of Foreign Relations) qui édite le magazine *Foreign Policy*, commente l'enquête avec un sarcasme que justifie largement l'extraordinaire polarisation des résultats: jamais la communauté des experts de sécurité nationale de Washington n'a été aussi proche de l'unanimité...

« A full 84 percent of experts say the United States is losing the war on terror, and the same percentage asserts the world is growing ever more dangerous for Americans. “Foreign policy experts have never been in so much agreement about an administration's performance abroad,” Leslie Gelb, president emeritus of the Council on Foreign Relations, told Foreign Policy. “The reason is that it's clear to nearly all that Bush and his team have had a totally unrealistic view of what they can accomplish with military force and threats of force,” he said. »

Les résultats sont à l'avenant. Ils montrent un désenchantement et un pessimisme proches d'être unanimes vis-à-vis de la situation autant que vis-à-vis de la politique conduite. Nous mentionnerons un résultat pour le mettre en exergue car il est proprement extraordinaire, pour des personnalités de l'*establishment* US, de considérer que la politique nationale des USA est (pour près de 15% des personnes interrogées) *“the single greatest threat to U.S. national security”*. (Bien sûr, cela est vrai, sinon évident, mais que cela soit dit dans une enquête de cette importance et à un tel niveau de l'*establishment* est profondément significatif.)

« Asked to identify the single greatest threat to U.S. national security, 47 percent of participants cited nuclear materials/weapons of mass destruction; 32 percent cited al-Qaida/terrorism; and 14 percent singled out Bush administration policies. »

Mentionnons, extraites ici et là du rapport de UPI, quelques indications nous confirmant l'humeur crépusculaire des experts et dirigeants ainsi interrogés.

□ *« Most policy initiatives advanced by the Bush administration were skewered by participants: 87 percent said the war in Iraq has had a negative impact on efforts to protect Americans and 81 percent said the detention of foreign suspects at Guantanamo Bay, Cuba, has undermined the war on terror. Experts also disapproved with the state of U.S. relations with European allies, the Bush administration's approach to Iran and North Korea, and policies towards failed states. »*

□ *« Participant Anne-Marie Slaughter, dean of Princeton University's Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, told FP the United States is “losing the war on terror” by “treating the symptoms and not the cause.” A reduction of foreign oil use topped the list of actions that should be given a high priority in the war on terror, as U.S. policies that support authoritarian regimes are said to stifle democratic reform and fuel anti-Americanism. »*

Et pendant ce temps, l'Europe...

Encore une fois, ni choc ni surprise mais le constat de la profondeur des sentiments, de l'ampleur du ressentiment, du radicalisme des positions, de l'absence d'espoir de toute amélioration et ainsi de suite. Nous ajouterons ce sondage, si significatif du point de vue de l'*establishment* washingtonien, à celui du [PEW Center](#) sur le sentiment

des Européens vis-à-vis de la politique US. (Il y aurait bien d'autres références statistiques, sinon intuitives et intellectuelles, toutes dans le même sens, comme par exemple celle du *Financial Times* de [ce matin](#). Celles-ci suffisent. Elles fixent bien le sentiment dans sa puissance, dans sa diversité, etc., pour aboutir sans aucun doute à la conclusion de la quasi-unanimité.)

L'idée est claire : la politique US est catastrophique et elle crée une situation catastrophique ; la chose est tellement évidente qu'on distingue presque, dans ces réponses et dans les commentaires qui les accompagnent, une sorte de mépris ou bien une ironie méprisante (dans le fait de voir la politique US comme la menace la plus grave contre la sécurité des USA). En plus d'être catastrophique, cette politique est stupide, par absence d'esprit, de sensibilité, de culture, de sens des nuances, — toutes ces choses qui caractérisent la plupart des acteurs de l'administration Bush.

Ces remarques, qui sont abruptes mais qui sont pesées, nous conduisent à une interrogation : qu'est-ce qui justifie intellectuellement la politique générale des pays européens et des institutions européennes, qui est de complet "apeasment" à l'égard de Washington, d'alignement presque toujours automatique, du refus de la moindre critique sauf lorsque la pression de l'opinion publique (des électeurs) est trop forte (cas de l'affaire de Guantanamo)? Quelle est la légitimité de cette politique, tant démocratique que régaliennne? Qu'est-ce qui l'explique, sinon l'aveuglement par fascination, la stupidité par conformisme et la lâcheté intellectuelle ?

Le cas européen est proche de la pathologie car aucun argumentaire rationnel sérieux ne peut justifier une seconde une telle politique. La pathologie comprend notamment, voire essentiellement, la corruption psychologique. (L'autre corruption, la vénale, joue bien entendu son rôle mais nous ne lui donnerions pas une place importante même si elle peut parfois occuper une place stratégique. Les rapports euro-américains sont tellement stupides par sentimentalisme de midinette qu'ils peuvent se passer des gros chèques.) L'explication de la pathologie est d'autant plus acceptable qu'il n'y a même plus aujourd'hui l'argument de la trouille (la peur de la puissance américaine).

L'enquête de *Foreign Policy* ridiculise indirectement la politique européenne. La plupart des personnes qui répondent aux questions sont celles qui, il y a cinq ans, dix ans vingt ans, étaient les interlocuteurs politiques des Européens ; c'étaient les Américains qui, à cette époque, étaient écoutés et entendus au doigt et à l'œil par les Européens. Aujourd'hui, ces mêmes Américains disent, quasiment à l'unanimité : ce qui se passe à Washington est catastrophique. Les Européens, eux, n'ont rien entendu et continuent à écouter au doigt et à l'œil le "Washington officiel".

Tout le monde commence à savoir que la puissance militaire américaine, qui est le moyen et le moteur essentiel de la force américaine, souffre de faiblesses d'une gravité extrême. (Même au niveau diplomatique, comme on l'a vu avec l'affaire iranienne, les USA commencent à se voir contraints à céder, et encore au profit des Européens. Les Européens n'en tirent strictement aucun enseignement.) Des pays comme la Russie et la Chine, dont la prudence diplomatique est proverbiale, commencent à émettre quelques remarques acides à propos du comportement américaniste et à organiser une politique dissidente sérieuse. Le [Pacte de Shanghai](#) est désormais une affaire qui marche.

Pour rester à ce cas précis, c'est une honte ordinaire, sinon quotidienne, de l'histoire européenne, et une preuve par l'absurde de l'absence de justification d'exister de l'Europe, que l'Europe n'ait pas été la première à créer une organisation comme le Pacte de Shanghai en lieu et place de la politique présente. Les Européens, — ou bien disons les dirigeants européens, tant la rupture avec les peuples est consommée, — portent cette infamie quotidienne qu'est leur politique d'alignement sur Washington comme un fardeau historique.

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=2817

Le Monde

Guantanamo Teach In

Le professeur Mark Denbeaux, de la [Seton Hall Law School](#), organise le 5 octobre un séminaire sur Guantanamo.

L'objet de ce *Guantanamo Teach-In* est d'étudier les implications morales légales et politiques de la détention de près de 500 étrangers par les Etats-Unis.

La faculté de droit attend la participation d'un millier d'avocats, étudiants etc.. rassemblés

par WebCast dans tout le pays (pas encore d'universités européennes, regrette le professeur). Il y aura des tables rondes avec des médecins (sur les alimentations forcées), des journalistes, des aumoniers.

Interview

Le professeur défend -avec son fils, qui a un cabinet privé- deux détenus tunisiens:

- *"One is colosally depressed"*

Si Guantanamo est fermé d'ici là, le teach-in aura lieu quand même.

- *"It's going to stand for many years as emblematic"*, pense-t-il.

http://clesnes.blog.lemonde.fr/etatsunis/2006/06/guantanamo_teac.html

Edicom

Des documents du Pentagone confirment le désespoir à Guantanamo

Des documents internes du Pentagone sur la prison de Guantanamo rendus public lundi par la principale organisation américaine de défense des libertés individuelles, l'ACLU, confirment, selon elle, le désespoir des prisonniers. Ils totalisent 1000 pages.

Ces documents obtenus par l'ACLU en vertu de la loi sur la liberté de l'information "sont la dernière preuve du désespoir et des conditions immorales qui existent à Guantanamo", a déclaré le directeur de l'organisation, Anthony Romero dans un communiqué.

Parmi les 1000 pages de documents rendus public figure un rapport médical daté du 29 avril 2003, détaillant la tentative de suicide d'un détenu qui avait tenté de se pendre avec une serviette.

Le détenu a sombré dans un "état végétatif" en raison d'une lésion cérébrale due à la pendaison, selon ce rapport. Le personnel médical à Guantanamo a fortement recommandé pour le détenu "un retour rapide dans son pays", relevant qu'il avait un passé dépressif et que sa réhabilitation serait longue.

Les documents n'indiquent pas si les autorités du camp ont suivi les recommandations du personnel médical.

Un autre document publié montre qu'un détenu a demandé à écrire son testament. Ce détenu a affirmé qu'il ne voulait pas se suicider mais que "la mort était entrée dans son esprit récemment".

La publication de ces documents intervient plusieurs jours après le suicide de trois prisonniers à Guantanamo, relançant les pressions sur Washington pour fermer la prison.

Le commandant du camp, le contre-amiral Harry Harris, avait qualifié les suicides "d'acte de guerre" et une diplomate du département d'Etat, Colleen Graffy, avait estimé qu'il s'agissait d'un "coup médiatique" pour attirer l'attention du monde entier, une remarque jugée malencontreuse par son ministère.

"Il est sidérant que le gouvernement (américain) continue de décrire les suicides comme des actes de guerre (...) le gouvernement souhaite peut-être cacher Guantanamo derrière un voile de secret, mais ses propres documents révèlent le désespoir des détenus qui sont détenus sans avoir été inculpés et sans savoir quand cela prendra fin", dénonce un responsable de l'ACLU, Amrit Singh.

<http://www.edicom.ch/fr/news/international/index.php?idIndex=269&idContent=1559141>

Xinhuanet

Guantanamo n'est pas une bonne chose pour les Etats-Unis, selon un haut responsable de l'ONU

KUALA LUMPUR, 19 juin (XINHUA) -- Le secrétaire général adjoint, Mark Malloch Brown, a indiqué lundi que le maintien de la prison de la Baie de Guantanamo n'était pas favorable aux Etats- Unis.

Le maintien de la prison n'est pas bon pour la réputation des Américains, a déclaré M. Brown aux journalistes à Putrajaya, centre administratif du gouvernement malaisien, où il assiste à la première réunion de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement.

Partageant ce point de vue avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, M. Brown a affirmé que la prison devrait être fermée.

Il estime que la réputation des Etats-Unis serait améliorée s'ils fermaient ce centre de détention.

La première réunion de l'Alliance mondiale a commencé lundi à Putrajaya. Cette rencontre de deux jours est une nouvelle initiative de M. Annan pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour le développement. Fin

http://www.french.xinhuanet.com/french/2006-06/20/content_269973.htm

Le Monde

L'Amérique perd la guerre de l'image

L'administration Bush appelle cela la "*diplomatie publique*", et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'y excelle pas. La diplomatie publique consiste, dans l'esprit de la Maison Blanche et du département d'Etat, qui abrite cette noble fonction, à améliorer l'image des Etats-Unis à travers le monde. La nécessité d'en faire une priorité a émergé après le 11-Septembre : la mission fut un temps confiée à une dirigeante du monde de la publicité, qui renonça assez rapidement. Les choses ne s'arrangeant pas, George W. Bush fit revenir du Texas, il y a un an, une très proche collaboratrice dont la réputation d'efficacité n'était plus à faire, Karen Hughes.

Mais les efforts de Karen Hughes - et surtout ceux de Condoleezza Rice, qui, depuis son arrivée à la tête du département d'Etat, a réorienté la politique étrangère américaine vers la diplomatie - n'ont rien changé : l'image des Etats-Unis dans le monde continue de s'effondrer. A la veille du sommet Union européenne - Etats-Unis, mercredi 21 juin à Vienne, deux études viennent d'en faire l'alarmante démonstration.

Une enquête d'opinion menée auprès de 17 000 personnes dans quinze pays par un institut américain indépendant très respecté, le Pew Research Center, a révélé, pour la quatrième année consécutive depuis le début de la guerre d'Irak, une dégradation de la situation, y compris dans des pays considérés comme des alliés sûrs. La Turquie, membre de l'OTAN sur lequel les Etats-Unis se sont maintes fois appuyés, est désormais le pays où ils sont le plus impopulaires (12 % d'opinions favorables). Toujours en Europe, seuls 23 % des Espagnols ont aujourd'hui une opinion positive des Etats-Unis, contre 41 % en 2005. Pire : dans ce pays, lui aussi durement frappé par le terrorisme islamiste il y a deux ans, 76 % des personnes interrogées sont opposées à la "guerre contre le terrorisme" telle qu'on la conçoit à Washington, et le nombre de celles qui l'approuvent ne dépasse pas 19 %. Les deux seuls pays où l'on trouve encore une majorité favorable au concept de guerre contre le terrorisme sont la Russie et l'Inde, deux pays où l'antiaméricanisme a néanmoins nettement progressé.

L'impact de la poursuite de la guerre en Irak est désastreux. Dans dix des pays étudiés, une majorité de sondés estime que le monde est plus dangereux à cause du conflit irakien. C'est en particulier l'avis de 60 % des Britanniques, dont les troupes combattent pourtant en Irak aux côtés des Américains ; seuls 30 % d'entre eux pensent que le monde est plus sûr grâce à l'offensive de la coalition en Irak. Abou Ghraïb et Guantanamo sont désormais des mots familiers pour neuf personnes sur dix en Europe et au Japon, plus qu'aux Etats-Unis eux-mêmes, où seulement les trois quarts des Américains déclarent avoir entendu parler des exactions commises dans ces prisons.

Lundi 19 juin, un sondage Harris réalisé pour le *Financial Times* est venu confirmer ces tendances : pour 36 % des Européens (Britanniques, Allemands, Français, Italiens, Espagnols), les Etats-Unis constituent aujourd'hui la principale menace pour la stabilité mondiale, devant l'Iran (30 %) et la Chine (18 %).

Les Etats-Unis plus dangereux que l'Iran ! Voilà qui devrait faire méditer M. Bush à bord de l'Air Force One qui l'emmène au sommet de Vienne. A Vienne, il sera, bien sûr, question de l'aide que les Européens tardent à déboursier pour l'Irak et l'Afghanistan. Il y sera aussi question d'énergie et de l'espoir européen d'un vrai dialogue avec les Etats-Unis sur le changement climatique, autre sujet qui contribue à ternir le blason américain dans le monde. Mais M. Bush et M^{me} Rice n'échapperont pas aux questions de plus en plus pressantes sur le camp de Guantanamo, où le suicide de trois détenus, le 10 juin, a placé l'administration américaine dans une position encore plus intenable.

DES SUICIDES "COUPS DE PUB"

De hauts responsables américains ne se gênent plus, aujourd'hui, pour qualifier de "*malheureuses*" les premières réactions du commandant du camp et d'une spécialiste de la "*diplomatie publique*" qui ont qualifié les suicides d'"*actes de terrorisme*", voire de "*coups de pub*". M. Bush, soulignent ces mêmes responsables, a fait preuve de plus de sensibilité en exprimant sa "*préoccupation*" et le souhait que les dépouilles des détenus soient traitées avec respect.

L'influence de M^{me} Rice - qui se trouvait avec le président à Camp David lors de la découverte des suicides - est certes, en matière de communication, nettement plus positive que celle du vice-président Dick Cheney ou du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld. Mais les problèmes d'image des Etats-Unis et les défaillances de leur "*diplomatie publique*" ne masquent guère le problème de fond : que faire de Guantanamo ?

Que l'administration Bush ne s'y trompe pas : cette question et tous les excès de la guerre contre le terrorisme ne seront plus jamais absents des rencontres diplomatiques euro-américaines, tant ils ont imprégné l'opinion publique de ce côté-ci de l'Atlantique.

Tant que les Etats-Unis n'auront pas reconquis leurs titres, sur la scène internationale, en matière de respect de la règle de droit, tant qu'ils ne feront pas un geste spectaculaire pour prouver tout haut ce que plaident tout bas les diplomates envoyés par M^{me} Rice dans les capitales européennes ("*Oui, nous avons un problème. Oui, nous voulons le résoudre. Euvrons ensemble à une solution*"), ils continueront à apparaître comme les grands perdants dans la guerre des idées face au terrorisme.

M. Bush trouvera cependant, dans les études citées plus haut, quelques éléments de consolation. Il y a au moins un domaine de convergence entre l'Europe et les Etats-Unis : l'Iran. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en France ou au Japon, neuf personnes sur dix sont opposées à l'acquisition de l'arme nucléaire par le régime iranien. Depuis la victoire électorale du Hamas dans les territoires palestiniens, le fossé tend aussi à se combler sur le conflit du Proche-Orient : les opinions française et allemande ont positivement évolué sur Israël. Et surtout, la France est l'un des rares pays où l'image des Etats-Unis n'ait pas trop souffert depuis un an.

Il faut dire que les Français ont fort à faire chez eux. D'après le Pew Research Center, l'image de la France s'est beaucoup dégradée dans les pays musulmans : 61 % des Turcs ont une mauvaise opinion de la France, soit 10 % de plus que l'année précédente. Le sondage du *Financial Times* révèle que les Français, dont 85 % pensent que leur pays a pris une mauvaise direction, sont les plus pessimistes des Européens. Et si leur président bat des records d'impopularité, la chancelière allemande Angela Merkel, elle, recueille en France 80 % d'opinions positives.

Sylvie Kauffmann

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-785725,0.html>

20 juin 2006

Nouvel Obs

Guantanamo planera sur le sommet entre l'UE et les Etats-Unis

par Yves Clarisse

BRUXELLES (Reuters) - L'ombre de Guantanamo planera mercredi sur le sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis, dont les relations sont plus tendues que ne le reconnaissent officiellement les deux rives de l'Atlantique.

George Bush rencontrera à Vienne le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, qui tient les rênes de l'UE jusqu'à la fin du mois. Un aéropage de ministres américains et de commissaires européens seront également de la partie.

Il s'agit d'un exercice très formel au cours duquel une myriade de dossiers sont passés en revue au pas de charge en quelques heures et où l'on décrète toujours que "ce qui nous rapproche est beaucoup plus important que ce qui nous divise".

"Les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis se sont considérablement renforcées l'année dernière et, aujourd'hui, nous travaillons systématiquement de concert pour relever les défis économiques, politique et environnementaux", a ainsi estimé Barroso dans un communiqué publié lundi.

Mais même si la tension n'est plus la même que lors de la guerre en Irak, les responsables européens ne cachent plus leur irritation devant l'attitude de l'administration américaine.

Le dossier de la "guerre contre le terrorisme", un vocable que l'Union européenne refuse d'utiliser alors que c'est en son nom que Bush réclame l'aide des Européens, dominera le sommet.

Schüssel réclamera la fermeture du camp de Guantanamo ouvert en janvier 2002 pour les "combattants ennemis" de "la guerre contre le terrorisme dans le monde", où ils sont détenus sans procès. Ce centre de détention accueille 460 personnes.

PAS DE LEÇON A RECEVOIR

"Notre position est claire", a déclaré lundi un responsable européen associé à la préparation du sommet. "Nous considérons Guantanamo comme une anomalie et le camp doit être fermé".

Le suicide de trois détenus, la semaine dernière, a renforcé la détermination des Européens, qui font remarquer que même Bush avait désormais reconnu que ce camp posait problème.

"Nous n'avons rien à apprendre des Etats-Unis en terme de promotion de la démocratie", souligne un responsable de la Commission à propos de la manière dont les choses se déroulent en Irak, où la violence fait rage malgré les élections.

"Ce n'est pas parce que des élections démocratiques ont eu lieu quelque part que la démocratie est présente", ajoute-t-il.

L'UE insistera également pour que les Etats-Unis lèvent les restrictions imposées à ses nouveaux pays en matière de visas pour des raisons de sécurité: aucun progrès n'a été réalisé sur ce front, malgré les promesses de l'administration américaine.

Les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) patinent toujours autant à quelques jours de la réunion ministérielle de Genève et l'UE répètera sa position sur l'agriculture, où Washington veut des concessions européennes.

La réponse du porte-parole de Peter Mandelson, le commissaire européen au Commerce extérieur, reste la même. "Nous sommes en position d'améliorer notre offre si les conditions le justifient", a-t-il dit lundi en exigeant une réduction du soutien interne aux produits agricoles américains et une baisse des droits de douanes dans les pays émergents.

INQUIÉTUDE SUR LES INVESTISSEMENTS

L'inquiétude règne aussi sur le plan des investissements après que les Etats-Unis eurent refusé de céder la gestion de certaines de leurs infrastructures portuaires à Dubai Ports.

En matière d'environnement, l'Europe en est à se réjouir de la mention des mots "changement climatique" dans le communiqué final du sommet, un terme qui était jusqu'à présent tabou pour une administration américaine qui ne voulait guère y croire.

Mais il n'est toujours pas question de parler du protocole de Kyoto sur la limitation des gaz à effet de serre et encore moins de réduire la consommation de pétrole par les Américains, qui s'élève à 40% de celle du monde entier.

Les dirigeants européens et américains s'efforceront toutefois de présenter leur relation sous le meilleur jour. La coopération sur l'énergie sera hissée au niveau stratégique, notamment pour trouver des énergies alternatives. L'adoption par le "quartet" (UE, Etats-Unis, Russie et Onu) du mécanisme proposé par l'Union afin d'acheminer l'aide aux Palestiniens sans passer par le gouvernement islamiste du Hamas est citée comme un exemple de bonne coopération.

De même, l'unité de la communauté internationale sur l'offre présentée à l'Iran pour qu'il renonce à l'enrichissement de l'uranium est considérée comme un bon signe.

Enfin, sur le plan purement bilatéral, des éclaircies sont notées dans le domaine des relations commerciales.

Selon Mandelson, le dossier des sanctions infligées par les Américains contre l'UE en raison de l'interdiction du boeuf aux hormones sur le territoire européen est en passe d'évoluer.

Mais cet armistice dans la guerre des hormones aurait un prix, puisque l'UE est prête à importer des volailles américaines plongées dans un bain de produits chimiques pour éviter l'apparition de salmonelles, un traitement que les Européens jugeaient dangereux jusqu'à présent.

<http://archquo.nouvelobs.com/cgi/articles?ad=etranger/20060620.REU30756.html&host=http://permanent.nouvelobs.com/>

Edicom

Les Etats-Unis vont s'engager à Vienne sur les droits de l'homme

Les Etats-Unis vont affirmer leur engagement à respecter les droits de l'homme dans leur combat contre le terrorisme, selon un projet de déclaration commune devant être adoptée mercredi au cours du sommet avec l'UE. Le président américain George W. Bush va participer à la rencontre.

Cet engagement américain, contenu dans un projet de déclaration obtenu par l'AFP, est censé apaiser les inquiétudes qu'entendent exprimer les Européens à l'occasion de ce sommet d'une journée à Vienne.

Les Européens sont inquiets du maintien de plusieurs centaines de prisonniers en dehors de tout cadre international dans le camp de Guantanamo (Cuba) et de l'utilisation de leur territoire par la CIA pour des vols de transfèrements de prisonniers.

Le président américain est arrivé mardi soir à Vienne.

"Conformément à nos valeurs communes, nous nous assurerons que les mesures prises pour combattre le terrorisme sont en totale adéquation avec nos obligations internationales, y compris les lois sur les droits de l'homme, les lois sur les réfugiés et le droit humanitaire international", dit le projet.

"Nous accordons une grande importance au dialogue en profondeur que nous menons, à notre combat commun contre le terrorisme et aux obligations intérieures et internationales que nous respectons", dit le texte.

Le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a déclaré plus tôt mardi l'intention des Européens de soulever la question de Guantanamo et des vols présumés de la CIA au cours de leurs entretiens avec M. Bush mercredi.

<http://www.edicom.ch/fr/news/international/index.php?idIndex=269&idContent=1566204>

21 juin 2006

Nouvel Obs

George W. Bush affirme que certains détenus de Guantanamo devront être jugés

VIENNE (AP) -- Le président américain George W. Bush a affirmé comprendre mercredi les inquiétudes européennes à l'égard des détenus de Guantanamo, mais rappelé que certains prisonniers étaient capables de tuer "de sang froid" et devaient être jugés.

"Je comprends leurs inquiétudes", a-t-il déclaré lors du sommet UE-Etats-Unis à Vienne. "J'aimerais fermer Guantanamo".

Il a rappelé que 200 détenus avaient été renvoyés dans leur pays d'origine et que la plupart des 460 prisonniers restants étaient originaires d'Arabie saoudite, du Yémen et d'Afghanistan.

"Certains doivent être jugés devant les tribunaux américains", a souligné George W. Bush. "Ils sont capables de tuer de sang-froid. Ils tueront quelqu'un si on les laisse dans la rue". AP

<http://permanent.nouvelobs.com/europe/20060621.FAP4297e.html?1333>

L'Express

George Bush réaffirme qu'il veut fermer le camp de Guantanamo

Reuters

Les Etats-Unis souhaitent fermer le camp de Guantanamo, mais il leur faut d'abord trouver une solution pour renvoyer certains détenus dans leur pays et en juger d'autres, a déclaré à Vienne George Bush.

Le président américain a répondu lors du sommet entre l'UE et les Etats-Unis aux requêtes des Européens, qui ont demandé la fermeture de ce camp où sont détenus sans jugement quelque 460 prisonniers de la "guerre contre le terrorisme".

"Je comprends leurs préoccupations", a-t-il dit lors d'une conférence de presse avec le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, qui préside pour l'instant l'UE, et le président de la Commission, José Manuel Barroso.

"D'abord, je veux en finir avec Guantanamo, nous voulons mettre ça derrière nous".

Pour toute une série de détenus de ce camp situé à Cuba, "notre désir est de les renvoyer chez eux" où ils seront jugés le cas échéant par les tribunaux locaux, a-t-il dit.

"Il y en a qui devraient être jugés par les tribunaux américains", a-t-il ajouté. "Ils assassineront quelqu'un s'ils étaient libérés (...) Mais nous ne laisserons pas sortir des gens qui feraient du mal".

Schüssel s'est montré satisfait de cette réponse.

"Nous avons eu un signal clair, un engagement clair des Etats-Unis", a-t-il expliqué aux côtés de Bush.

L'Actualité

Bush affirme que certains détenus de Guantanamo devront être jugés

VIENNE (AP) - Le président américain George W. Bush a affirmé comprendre mercredi les inquiétudes européennes à l'égard des détenus de Guantanamo, mais rappelé que certains prisonniers étaient capables de tuer "de sang froid" et devaient être jugés.

"Je comprends leurs inquiétudes", a-t-il déclaré lors du sommet UE-Etats-Unis à Vienne. "J'aimerais fermer Guantanamo".

Il a rappelé que 200 détenus avaient été renvoyés dans leur pays d'origine et que la plupart des 460 prisonniers restants étaient originaires d'Arabie saoudite, du Yémen et d'Afghanistan.

"Certains doivent être jugés devant les tribunaux américains", a souligné George W. Bush. "Ils sont capables de tuer de sang-froid. Ils tueront quelqu'un si on les laisse dans la rue".

<http://www.lactualite.com/nouvelles/monde/article.jsp?content=M062117AU>

Granma

Le Congrès espagnol demande la fermeture de la prison de Guantanamo et condamne la torture

• L'UNION Européenne discutera avec W. Bush le sujet de la prison de la Baie de Guantanamo

MADRID, 21 juin — Le Congrès des députés espagnol a approuvé aujourd'hui de façon unanime une résolution dans laquelle on condamne les tortures à la prison de Guantanamo et on demande au gouvernement des États-Unis la fermeture de ce centre de détention, selon EFE.

L'initiative a été approuvée par la Commission des affaires extérieures du Congrès (Chambre basse) sur une proposition de Izquierda Unida (IU, troisième force politique espagnole).

La proposition parlementaire exprime une condamnation des tortures commises à la prison de Guantanamo, territoire occupé illégalement par Cuba.

La demande pour la fermeture de ce centre qui a été formulée par les Européens en plusieurs occasions, s'est intensifiée au cours des derniers jours après le suicide de trois détenus de cette prison.

Roberto Soravilla, du Parti populaire (PP, conservateur, principal parti d'opposition) a souligné la gravité des actes commis à Guantanamo.

Le leader de IU, Gaspar Llamazares, a indiqué la nécessité urgente de Ferrer "*cette honte internationale*" que constitue le centre de détention de Guantanamo, un «*vide juridique*» qui est déjà «*l'Enfer de Dante*», sans accusation ni procès pour les prisonniers.

D'autre part, PL rapporte depuis Vienne que le président étasunien George W. Bush discutera aujourd'hui avec l'Union européenne (UE) le délicat sujet de la prison de la base navale illégale de la Baie de Guantanamo, Cuba.

Bush a été reçu hier par le président autrichien, Wolfgang Schuessel, dont le pays exerce la présidence de l'UE jusqu'au 30 de ce mois, mais a dû écouter des nouvelles préoccupantes des services de sécurité qui ont détecté quatre faux engins explosifs.

La présence de Bush dans cette capitale pourrait être dénoncée par plus de 10 000 personnes qui projettent de tenir une manifestation.

Bien qu'avec bien du retard en rapport avec les réclamations d'autres pays et d'organisations de défense des droits civiques, l'UE a annoncé une position commune pour exiger la fermeture de la prison improvisée.

Les vols secrets de l'Agence centrale de renseignement (CIA) en Europe pour le transport de suspects, dans le cadre de l'opération Rendition, sont un autre point épineux pour le chef de la Maison Blanche.

<http://www.granma.cu/frances/2006/junio/mier21/cierre-f.html>

Le Figaro

Bush justifie à Vienne sa guerre contre le terrorisme

Pierre Avril

Le président a expliqué aux Européens à Vienne que le 11 Septembre avait changé le mode de pensée des Américains.

POUR GEORGE BUSH, la meilleure défense, c'est l'attaque. Le président américain n'a pas attendu d'être épinglé par l'Union européenne sur la gestion du camp de prisonniers de Guantanamo pour justifier, au moins temporairement, le maintien de cette prison à ciel ouvert et promettre d'oeuvrer en vue de sa fermeture.

à la veille du sommet États-Unis-Europe qui s'est déroulé hier à Vienne, chacun attendait que le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, président en exercice de l'UE, demande à son hôte américain, au nom des droits de l'homme et du respect des règles internationales, l'abandon de ce centre de détention. Cette intervention devait constituer le coeur de la rencontre, cristallisant la traditionnelle opposition transatlantique sur les moyens à opposer au terrorisme.

Mauvais pour l'image des états-Unis

Le président américain a coupé l'herbe sous le pied de ses homologues européens. «*J'aimerais bien fermer Guantanamo*», leur a-t-il expliqué. Mais pas avant que les quelque 460 détenus – principalement afghans, saoudiens et yéménites – végétant encore sur l'île, soient traduits devant les tribunaux américains ou renvoyés dans leurs pays d'origine, moyennant l'aide de ces derniers. La Maison-Blanche attend une décision de la Cour suprême pour savoir si certains prisonniers peuvent être traduits devant une juridiction militaire, tout en négociant, par ailleurs, des conventions d'extradition avec les pays concernés. Des organisations internationales comme la Croix-Rouge pourraient être mises à contribution.

Au lendemain du suicide, le 10 juin dernier, de trois prisonniers de Guantanamo, Bush avait déjà fourni une réponse identique, utilisant les mêmes arguments. Alors placé sur la défensive, il avait reconnu que cette affaire portait tort à l'image des États-Unis dans le monde.

En Europe, depuis ce drame, la protestation était encore montée d'un cran autour de cette zone de non-droit échappant aux conventions internationales. «*La guerre contre le terrorisme ne serait pas une victoire si nous devons saper nos valeurs communes*», a répété hier le chancelier Schüssel. Le texte de la déclaration commune du sommet mentionne par ailleurs que les «*mesures destinées à combattre le terrorisme*» doivent être «*en totale adéquation*

avec nos obligations internationales, y compris les lois sur les droits de l'homme, les lois sur les réfugiés et le droit humanitaire international».

Pour autant, George Bush n'a pas fait acte de contrition. «Je comprends vos préoccupations, a-t-il expliqué à ses homologues, mais je ne peux pas laisser des criminels de sang-froid traîner dans les rues.» Un haut diplomate européen faisait écho aux préoccupations américaines, en reconnaissant qu'il «existait un problème avec certains prisonniers dangereux».

Surtout, le président des États-Unis n'a pas apprécié que les citoyens européens, interrogés dans un récent sondage, estiment que son pays constitue – au même titre que l'Iran – une menace pour la stabilité du monde. «Je ne gouverne pas par les sondages, a expliqué Bush, je fais tout pour défendre les citoyens américains mais aussi ceux du monde. L'exercice du leadership exige de fortes décisions.» Ce combat, il le mène au nom de la «liberté».

Pour tenter de convaincre les anti-Bush qui s'apprêtaient, le soir même, à manifester dans les rues de Vienne contre sa visite, le chef de la Maison-Blanche a plongé son argumentaire dans les racines du 11 Septembre. «En Europe», a-t-il rappelé, les attaques contre les tours jumelles «n'ont constitué qu'un moment, aux États-Unis, elles ont changé notre mode de pensée».

Les Européens se sont satisfaits de ces explications. Wolfgang Schäussel a rappelé ce que l'Europe doit aux États-Unis. «Sans leur aide en 1945, où en serions-nous aujourd'hui ?» s'est-il interrogé. «Nous ne devons pas oublier que l'Amérique nous a nourris et nous a soutenus à travers le plan Marshall», ajoutant que le 11 Septembre a effectivement représenté «un choc» outre-Atlantique. Et le chancelier autrichien d'ajouter : «Il est grotesque de dire que l'Amérique est une menace pour la paix dans le monde.» Dans la relation transatlantique, recourir aux mânes de l'histoire n'est pas franchement original. Lorsqu'il s'agit de panser les plaies de la guerre en Irak, cet exercice se révèle néanmoins toujours très utile.

http://www.lefigaro.fr/international/20060622.FIG000000115_bush_justifie_a_vienne_sa_guerre_contre_le_terrorisme_.html

22 juin 2006

Dedefensa

L'opinion publique européenne s'invite au sommet UE-USA

22 juin 2006 — La bonne question après le sommet transatlantique de Vienne est bien celle-ci : les sommets servent-ils à quelque chose ? Et l'excellente nouvelle, en forme de réponse positive : oui, ils servent à quelque chose. A Vienne, ils devaient être deux : les USA et l'UE, à faire assaut de médiocrité et d'aveuglement. Eh bien non, ils étaient trois. L'opinion publique européenne s'est invitée et elle a tenu sa place. La fureur de GW Bush, petit esprit pris en flagrant délit de confrontation avec la réalité, en dit long à cet égard, — *“it speaks volume”*, comme disent plus joliment les Anglais.

Le moment le plus important du sommet, — en fait il y en eut deux puisque la question fut posée deux fois, — s'imposa lorsque fut posée la question sur les résultats des sondages européens qui font des USA “la plus grave menace contre la stabilité du monde”.

Il s'agit spécifiquement d'un sondage publié par le *Financial Times*, que nous avons [présenté](#) à son heure, qui dit ceci :

« Europeans remain deeply suspicious of US foreign policy in spite of President George W. Bush's concerted attempts since the start of his second term to improve transatlantic relations.

» In a Harris opinion poll, published on the eve of Mr Bush's latest visit to Europe this week, 36 per cent of respondents identify the US as the greatest threat to global stability.

» The poll, conducted in association with the FT, questioned a representative sample of 5,000 people in the UK, France, Germany, Italy, and Spain on a range of issues. Thirty per cent of respondents named Iran as the greatest threat to global stability, with 18 per cent selecting China. »

Lorsque la question sur ce sondage fut posée, elle s'adressait au chancelier autrichien qui tenait alors le micro de la conférence de presse. Bush a bondi pour prendre le micro et pour répondre, visiblement furieux. Ce fut une rapide et significative intrusion dans la réalité : celle du mépris de l'opinion publique européenne pour la politique américaniste, celle de la fureur de ce président qui croit ce que lui disent ses conseillers et celle de la vanité américaniste blessée par cette observation publique qui la place devant la réalité du sentiment général à l'égard de l'Amérique.

Voici comment le [Daily Telegraph](#) rapporte la chose :

« President George W Bush told Europeans yesterday it was “absurd” to regard the United States as the greatest threat to world peace, as he concluded an EU-US summit overshadowed by disputes on Guantanamo Bay and trans-Atlantic trade barriers.

» A visibly annoyed Mr Bush was responding to a journalist's question about opinion polls, asking why most Europeans believe the United States is a greater menace than Iran or North Korea.

» “It's absurd, is my statement,” Mr Bush snapped, taking the microphone ahead of the president of the European Commission in his haste to answer the question. “We'll defend ourselves, but we are working with our partners to spread peace and democracy around the world.” »

A un autre moment de cette conférence, la question revint sur le tapis. L'incident se passa comme [ceci](#) :

« Mr Bush was tackled a second time on the collapse in European public support for his administration by a Viennese journalist who reeled off statistics, including the fact that three quarters of Austrians regard the United States as a grave threat.

» It was absurd to think America more dangerous than Iran, he repeated. “We are a transparent democracy, we debate things in the open,” he said. Citing record US funding for Aids victims in Africa, Mr Bush said his foreign policy was “tough when it has to be, but on the other hand it's compassionate”. »

Les Européens ont été égaux à eux-mêmes, représentés par un chancelier autrichien transpirant fort démocratiquement la crainte que ses invités américanistes puissent penser que ce jugement public puisse refléter celui des dirigeants européens. Au mot “absurde”, il ajouta celui de “grotesque” : voilà donc comment ils jugent l'opinion publique européenne.

L'intervention de l'Autrichien valait doublement son pesant de cacahuètes. Montrant qu'il est au courant des choses qui comptent et des événements de notre temps, le chancelier a justifié son rejet méprisant (“grotesque”) de l'avis de l'opinion publique européenne en 2006 par une référence à 1944-45. De la part d'un Autrichien, la référence était doublement amusante.

Le *Guardian* nous en instruit :

« Mr Bush won support from Wolfgang Schüssel, the Austrian chancellor and summit host, who said his country would never forget America's role in saving it after the second world war. “It is grotesque to say that the US is a greater threat to peace in the world compared with Iran and North Korea,” Mr Schüssel said. »

Sur Guantanamo, les habiles Américains, instruits qu'on allait leur en parler (*because* l'opinion publique), préférèrent ouvrir eux-mêmes le sujet lors des conversations du sommet. Bush a dit qu'il “aimerait bien” fermer la prison. Formidable! s'exclament les officiels de l'UE et la presse assermentée avec eux. (Selon le *Financial Times* [FT]) : *« European diplomats said they were favourably impressed by Mr Bush's decision to bring up the issue of Guantánamo before it was raised by the Europeans. He said he faced a dilemma because of “international pressure” that made it difficult to repatriate prisoners, and because US courts have blocked plans to try some detainees before military commissions. »*

Nous voilà rassurés : tous ces dirigeants, américanistes et européens confondus (ce qui doit satisfaire l'UE), montrent une égale médiocrité dans leur comportement. Ils mettent d'autant plus en évidence que la *star* du sommet fut bien l'opinion publique.

Point de presse

Les réactions de la presse ont été en général surréalistes. Les “accidents” (Guantanamo, l'opinion publique) sont effectivement classés comme des incidents sans réelle signification. Désagréable, mais rien d'important. Pour le reste, tout s'est passé conformément au plan prévu, comme au temps de l'Union Soviétique.

Les diplomates européens ne cessent de montrer leurs impressionnantes limites. La bureaucratie européenne est totalement acquise à la fiction ambiante. Elle confirme son incapacité absolue à représenter la cause européenne et confirme chaque jour le bien-fondé du vote français du 29 mai 2005. Vienne est un excellent exercice à cet égard.

Extraits (du FT, bien sûr) :

« Mr Bush tried to pre-empt the expected criticisms, raising the issue of Guantánamo Bay in his meetings with the leaders, and beginning on Wednesday's press conference by acknowledging the differences that emerged over the Iraq war. But he said: "What's past is past and what's ahead is a hopeful democracy in the Middle East." Even on issues where differences remain, Mr Bush said: "We disagreed in an agreeable way."

» European leaders echoed that optimism. John Bruton, EU ambassador to the US, told the FT: "The Iraq experience has taught the Americans the limitations of military power, but in turn the Europeans have learnt that, whatever we thought about the decision to have this war, it's in our own interest to have Iraq stabilised."

» "We talk less about ourselves and more about the type of things we can do together to create a better world," Javier Solana, the EU's foreign policy chief, told the FT in an interview ahead of the morning meetings. "We are working together in just about every important dossier," he said, including Sudan, Somalia, Kosovo and the Israeli -Palestinian conflict. »

Lorsqu'un journaliste est obligé à une certaine réflexion et qu'il a pris une certaine distance des instructions officielles, il a de la difficulté à écartier cette réalité: l'état pathétique des élites occidentales et le désarroi profond qu'a à peine dissimulés ce sommet.

Ces quelques mots de Adrian Hamilton, dans [The Independent](#), vont dans ce sens:

« Aside from the issue of Guantánamo Bay, relations between the European Union and the US have probably never been better. Which says something about European attitudes in the Vienna summit between President Bush and EU officials yesterday.

» Guantánamo is a continuing sore, but it is sore not because EU officials or political leaders have particularly cared about it, but because the European public does. If it had been up to the politicians, Guantánamo, and indeed the rendering of prisoners, would have been quietly ignored by European governments, an embarrassment rather than a scandal.... »

Leur réaction, d'absurde en grotesque

Le choix des mots est bienvenu. Les qualificatifs d'"absurde" (GW) et de "grotesque" (Wolfgang Schüssel) lancés pour qualifier l'avis de l'opinion publique européenne décrivent parfaitement le comportement et la valeur intellectuelle et morale fondamentale de ces dirigeants transatlantiques. Ils répondent comme s'ils se voyaient dans un miroir.

Observons d'ailleurs que c'est bien le cas. Cette façon de se démonter lors des questions sur les sondages montre leur profonde faiblesse, comme on découvre ses imperfections dans un miroir. Les Européens ont tort de se plaindre de la médiocrité et de la faiblesse de leurs dirigeants. Au contraire, cette situation permet aux questions de l'opinion publique de faire irruption dans un sommet qu'on espérait réglé comme du papier à musique. Ces deux mots montrent qu'ils en ont perdu le contrôle au moment-clé. S'ils avaient eu quelque habileté manœuvrière, s'ils n'avaient pas été aussi médiocres et aussi faibles, ils seraient parvenus à faire bonne figure ou bien l'on se serait arrangé pour que les questions ne soient pas posées.

(**En a parte.** Mieux encore : qu'on imagine ce qu'un esprit de qualité pourrait faire de cette affaire. Bien sûr nous ne parlons pas d'une grande morale mais, disons, d'un cynique brillant, — un Rumsfeld ou un Perle, s'il avait la bride sur le cou? Il y a le thème magnifique à chanter de la grande Amérique solitaire, incomprise, assumant le fardeau épouvantable mais nécessaire de la défense de la civilisation en trempant ses blanches mains viriles dans le sang et la boue. Pendant ce temps, les Européens se gobergent à Capoue et se permettent de voir dans l'Amérique une menace. Il s'agirait de tenir aujourd'hui le discours, — déplacé à cette époque parce que triomphant (toujours leur vanité), — de l'Amérique sur Mars et de l'Europe sur Vénus, le discours de Kagan en 2002 ; mais tout cela dit d'une voix très douce, presque évangélique et tout à fait modeste (là, Rumsfeld ne ferait pas l'affaire). Ces médiocres dirigeants ont l'esprit petit-bourgeois qui caractérise le système. Il leur faut la vertu conformiste pour complètement rencontrer leur vanité de bas étage. Ils croient à ce qu'on leur dit de dire et leur vanité les pousse à se scandaliser comme Bouvard et Pécuchet qu'on puisse douter de cette vertu. Leur inculture nourrit leur ignorance et ils ne savent pas que les grandes aventures, y compris au nom des motifs les plus fabriqués, doivent être présentées pour assurer leur renommée selon le thème de la tragédie ; si elles sont payées de l'incompréhension et de la calomnie des autres, c'est la preuve de leur haute vertu tragique. L'impopularité est alors une mesure de la gloire. Voilà ce qu'ils auraient dû dire et nous aurions applaudi : bravo, l'artiste, — car le mensonge, quand il est bien fait, est aussi une œuvre d'art.)

Comment notre démocratie fonctionne

Vraiment, dirigeants américanistes et dirigeants européens sont dans le même sac. Ils sont absolument complices d'une situation inique et absolument complices devant cette même situation qu'ils ne contrôlent plus. Hier, au long d'un sommet qui devait à tout prix éviter le moindre sujet d'importance pour permettre de nous jouer la pièce de l'harmonie transatlantique, ils se sont montrés égaux dans l'incompétence du maniement des opinions. Même cela, ils ne savent pas faire... Peuples d'Europe, louez leur médiocrité, c'est tout ce qu'il nous reste.

Qu'on évite de croire que c'est "l'honneur de la démocratie" que de telles questions soient posées. C'est leur médiocrité incompétente et rien d'autre qui le permet. Leur médiocrité incompétente n'est pas l'honneur de la démocratie, c'est plutôt la mesure de la crise de la démocratie. Leur impuissance, notamment à imposer silence aux journalistes officiels ("assermentés" ou MSM en américaniste) qui en général ne demandent que ça, montre leur illégitimité sans nécessité de démonstration.

Pour faire bref, ce fut un excellent sommet. Le 9 juin, avant le suicide des trois prisonniers de Guantanamo, rien n'était prévu de ces sujets incontrôlables. Les suicides ont imposé Guantanamo, qui nous a valu une pantalonnade qui ajoutera encore à cette impopularité que ces petits esprits craignent tant. (Pantalonnade? Nous parlons des promesses de GW et de la satisfaction montrée par "des diplomates européens" à propos de la réaction US.) Les sondages publiés entre-temps ont imposé la question de la menace que les USA font peser sur le monde. Cela nous a valu un bel instant de panique ("absurde", "grotesque") qui nous en dit long sur leurs faiblesses respectives. Ces gens, les dirigeants transatlantiques, sont comme des bouchons de liège sur une mer déchaînée. Ils en ont autant l'esprit.

La bataille, aujourd'hui, est entre la trouille qui habite ceux qui détiennent la force et la puissance du mépris que leur portent ceux qui sont soumis à cette force. Rien d'estimable dans tout cela. Vienne, le sommet, est une bonne image de notre époque ; et puis aussi, une image rassurante et sympathique puisqu'il nous dit que les pouvoirs en place ne sont plus capables d'interdire à l'opinion publique de tenir sa place dans leurs délibérations. Somme toute, très démocratique tout cela.

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=2823

AngolaPress

Bush assure qu'il veut fermer Guantanamo... mais pas tout de suite

Vienne, 22/06 - George W. Bush a assuré mercredi à Vienne qu'il voulait fermer le camp de Guantanamo mais pas tout de suite car, a-t-il précisé, il faut d'abord trouver un cadre juridique pour renvoyer chez eux la plupart des détenus s'y trouvant.

"J'aimerais fermer Guantanamo, j'aimerais en finir", a dit le président américain lors d'une conférence de presse donnée avec le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne (UE), et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à l'issue d'un sommet USA/UE.

M. Bush a affirmé qu'il avait "expliqué aux dirigeants (européens rencontrés dans la capitale autrichienne) son intention de renvoyer (les détenus du camp) chez eux" mais que certains d'entre eux "devaient être traduits devant les tribunaux américains". Selon lui, ces derniers, sont "des tueurs de sang-froid" (qui) "tueront s'ils sont remis en liberté".

Affirmant "comprendre" les protestations européennes, le président américain a ajouté qu'il attendait que soit "déterminée la manière dont ceux-ci devront être jugés". "Nous travaillons à cette fin", a-t-il dit. La Cour suprême américaine doit statuer sur la possibilité de traduire certains prisonniers devant des tribunaux militaires".

Pour les autres détenus, M. Bush a précisé que les Etats-Unis négociaient avec les pays d'origine pour pouvoir les extraditer mais qu'il se refusait de relâcher quiconque à défaut d'un accord avec ces Etats. "Il y a encore quelque 400 personnes restant (emprisonnées à Guantanamo), principalement d'Arabie saoudite, d'Afghanistan et du Yémen", a dit M. Bush. Pour M. Schüssel qui a préconisé "une stratégie de sortie" de crise, l'UE devrait "aider les pays (concernés) à reprendre les prisonniers pour soit les inculper, soit les élargir.

<http://www.angolapress-angop.ao/noticia-f.asp?ID=450293>

Le Monde

George Bush justifie sa politique contre le terrorisme et en Irak

Le président américain George Bush a défendu avec force sa politique de lutte contre le terrorisme, mercredi 21 juin à Vienne (Autriche), à l'occasion du sommet annuel entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE). M. Bush, qui s'attendait à être interpellé par ses interlocuteurs sur la prison de Guantanamo et les vols secrets de la CIA, a pris les devants en revendiquant ses choix au nom des exigences de la sécurité.

"Pour les Européens, a expliqué George Bush au cours d'une conférence de presse, les attentats du 11-Septembre ont été un épisode. Pour les Américains, ils ont constitué un tournant." Le président américain a insisté sur la nécessité, pour son pays, d'être "dur" à l'égard du terrorisme. Interrogé sur l'impopularité des Etats-Unis dans le monde, il a affirmé : "Je ne gouverne pas à partir des sondages. Je décide ce que j'estime juste." M. Bush a notamment justifié son action en Irak, malgré les critiques, en déclarant : "Je crois à l'universalité de la liberté ; d'autres n'y croient pas."

Le président américain a dit "comprendre" les préoccupations au sujet de Guantanamo. Il a affirmé qu'il "aimerait bien" fermer le camp et renvoyer les détenus chez eux. Toutefois, un certain nombre d'entre eux, a-t-il souligné, devront être jugés par des tribunaux américains. *"Ils tueront s'ils sont remis en liberté"*, a ajouté M. Bush, qui a dit attendre que la Cour suprême américaine définisse la manière dont ils devront être jugés. Quant à ceux qui seront autorisés à rentrer dans leur pays - surtout l'Arabie saoudite, l'Afghanistan, le Yémen -, il reste à définir les conditions de leur retour.

Le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, dont le pays exerce jusqu'au 30 juin la présidence de l'Union, a estimé que les Européens devaient "comprendre" le choc qu'ont provoqué, aux Etats-Unis, les attentats du 11 septembre 2001. Il a rappelé que le terrorisme menace aussi l'Europe, mais a ajouté que, dans le combat antiterroriste, *"tous les droits doivent être préservés"*. *"Nous ne remporterons la victoire contre le terrorisme, a-t-il souligné, que si nous ne renonçons pas à nos valeurs communes comme la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'individu."* *"Nous demandons la fermeture de Guantanamo"*, a-t-il conclu en invitant l'UE à aider les pays d'origine, avec le concours d'organisations internationales, à accueillir les détenus libérés, pour les juger ou les remettre en liberté.

La déclaration conjointe adoptée à l'issue du sommet précise que les Etats-Unis et l'UE, en accord avec leurs valeurs communes, feront en sorte que les mesures prises pour combattre le terrorisme soient pleinement conformes à leurs obligations internationales, y compris le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. *"Nous attachons une grande importance, indiquent les deux parties, à la poursuite d'un dialogue approfondi sur notre lutte commune contre le terrorisme et sur nos obligations respectives sur le plan intérieur comme sur le plan international."*

Thomas Ferenczi

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3214,36-786775@51-785862,0.html>

Le Monde

Alliés exigeants

Depuis le choc du 11 septembre 2001, véritable déclaration de guerre d'Al-Qaida aux Etats-Unis, Américains et Européens luttent ensemble contre l'organisation d'Oussama Ben Laden et les djihadistes qui s'en inspirent. La détermination dans la lutte antiterroriste, à Washington et dans les capitales européennes, est rarement prise en défaut, et la coopération entre services secrets est étroite. Dans cette guerre, l'ennemi du "monde libre", selon l'expression du président américain George Bush, est identifié : le djihadisme guerrier. L'objectif est clair : son éradication.

Américains et Européens divergent pourtant sur deux points cruciaux. Le premier est la méthode utilisée dans la "guerre contre le terrorisme". Les Etats-Unis ont décidé de s'affranchir du droit international et des lois de la guerre. Ils ont ouvert à Guantanamo une prison où les détenus n'ont pas le statut de "prisonniers de guerre" ; ils ont fait disparaître des suspects dans des prisons secrètes de la CIA et refusé aux accusés, dont les planificateurs du 11-Septembre, un procès en bonne et due forme ; enfin, ils ont renié leurs propres valeurs, en tolérant que leur armée commette des crimes de guerre, en utilisant la torture. Le second est la guerre en Irak, pays où régnait un tyran n'ayant aucun lien avec Al-Qaïda. De fait, les Etats-Unis y ont ouvert un front qui est une terre d'aventure pour les djihadistes.

Avant l'ouverture du sommet de Vienne, mercredi 21 juin, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, résumait les craintes de l'Europe en déclarant à l'*International Herald Tribune* que l'Occident risquait de "perdre son âme" dans la "guerre contre le terrorisme". M. Bush a répondu en affirmant que, "pour les Européens, les attentats du 11-Septembre ont été un épisode, et pour les Américains, ils ont constitué un tournant". Il a ajouté qu'il "aimerait bien" fermer Guantanamo, mais ne le peut pas...

Américains et Européens devraient prendre garde. Sur l'Irak comme sur la lutte antiterroriste, leurs divisions servent leur ennemi commun, pour lequel cette guerre est une lutte à mort. Les Américains doivent retrouver le chemin du droit international. Sans se bercer d'illusions sur les nécessités de la guerre de l'ombre, il est vital de ne pas lutter avec les armes de l'ennemi, quand on dit vouloir promouvoir paix et démocratie. Les Européens doivent, en alliés exigeants, continuer à accompagner les Etats-Unis dans ce combat contre Al-Qaïda, mais obtenir la fermeture de Guantanamo, dont l'image dans le monde a créé davantage de djihadistes que n'importe quel discours de Ben Laden. Mais ils ne doivent jamais perdre de vue l'objectif : l'éradication d'Al-Qaïda et des mouvements affiliés, qui ne connaissent, eux, ni le doute ni la division.

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-786767,0.html>

Le Journal

Guantanamo de trop

Abu Ghraïb, Guantanamo : deux noms de prison qui pèsent sur l'image des Etats-Unis à l'étranger, et particulièrement dans le monde arabe. Dans la première, en Irak, des soldats américains ont été pris en photo en train de faire subir à des détenus de très graves sévices. Dans la seconde, à Cuba, quelque 460 prisonniers, en grande majorité arrêtés après l'invasion de l'Afghanistan, fin 2001, sont toujours détenus, pour une durée indéfinie, sans inculpation et sans pouvoir se défendre. Seuls dix d'entre eux ont été inculpés, et aucun n'a encore été jugé. C'est dans de telles conditions que trois détenus de Guantanamo se sont suicidés. Ils étaient gardés au camp 1, l'unité la plus stricte, celle des cellules grillagées, parcourue en permanence par les patrouilles de la police militaire. Mais ils ont réussi à se pendre en usant de stratagèmes pour tromper la vigilance des gardiens. Le porte-parole de la prison, le commandant Robert Durand, a indiqué que les prisonniers avaient suspendu leur lessive pour se dissimuler et rembourré leur lit pour faire croire aux surveillants qu'ils étaient couchés. Ils auraient réussi à se pendre à l'aide de leurs draps et de leurs vêtements. Du coup, la lessive est aujourd'hui interdite et les draps ne sont donnés aux détenus que le soir, lorsqu'ils vont se coucher. Une enquête a été lancée pour en savoir plus sur ces suicides.

« Aucun moudjahid ne peut se suicider »

L'identité des trois détenus concernés a rapidement été divulguée. Il s'agit de deux Saoudiens et d'un Yéménite. Le Saoudien Mani Shaman Turki Al-Habardi Al-Utaybi, 30 ans, faisait partie des détenus éligibles pour une libération. L'autre Saoudien, Yassar Talal Al-Zahrani, 21 ans, a été décrit comme un taliban. Il aurait participé à la révolte de la prison de Mazar-E-Sharif. Le troisième homme, un Yéménite, Ali Abdullah Ahmed, 28 ans, serait un cadre moyen d'Al-Qaïda, en relation avec de hauts responsables du groupe. Pendant sa captivité, il s'était montré hostile et, alimenté de force, il avait été l'un des "durs" parmi les grévistes de la faim.

Les familles des deux Saoudiens ont rejeté l'hypothèse du suicide. « Leur mort témoigne de la torture et des traitements inhumains auxquels sont soumis les prisonniers à Guantanamo », a indiqué leur avocat. Un porte-parole des talibans a également accusé, depuis l'Afghanistan, les Etats-Unis d'avoir tué les trois détenus. « Aucun musulman, aucun moudjahid ne peut se suicider. C'est interdit par la charia, la loi islamique. (...) Les Etats-Unis disent que les trois hommes se sont suicidés et ce n'est pas vrai, ils ont été tués par leurs gardiens. (...) Un moudjahid s'engage à se battre jusqu'à son dernier souffle ». De telles réactions font figure d'exception, même si la communauté internationale a été unanime et a dénoncé une nouvelle fois la

prison de Guantanamo. « Les politiques américaines ont créé un climat de suicides », a déploré le Centre pour les droits constitutionnels (CCR), une organisation américaine qui défend des dizaines de détenus de Guantanamo. « Le niveau de stress psychologique auquel sont soumis les détenus ne peut pas être sous-estimé. Ils sont hébétés, dépressifs, désespérés, nombre d'entre eux souffrent des effets psychologiques dus à une détention indéfinie », a assuré une avocate du CCR, Gitanjali Gutierrez. Un avis partagé par le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Manfred Nowak, coauteur d'un rapport des Nations Unies sur Guantanamo rendu public en février : « Ces premiers suicides traduisent le désespoir de gens, pour certains innocents, emprisonnés parfois depuis quatre ans et demi sans avoir la moindre idée de la durée de leur peine et sans pouvoir se défendre devant un juge ».

Le quotidien américain New York Times a donné la parole à un ancien détenu français de Guantanamo, Mourad Benchellali. « Il m'est facile de comprendre comment ce désespoir quotidien et cette incertitude peuvent conduire au suicide », dit-il. Il décrit « la souffrance et la torture », et les interrogatoires incessants durant sa captivité. A Guantanamo, écrit-il, « j'ai vu quelques hommes pour qui le Jihad était la vie même... Mais la majorité des visages dont je me souviens expriment le désespoir, la souffrance, l'incompréhension qui tournent à la folie silencieuse ».

Angela Merkel pour la fermeture

Et des ONG rappellent que plusieurs dizaines de détenus ont déjà fait des tentatives de suicide, que plusieurs ont fait une grève de la faim pendant des mois. Face à ces réactions : la froideur des autorités américaines. Pour le commandant du camp de Guantanamo, le contre-amiral américain Harry Harris, les trois suicides ne marquent pas « un acte de désespoir mais un acte de guerre contre nous ». Une diplomate a même assuré qu'il s'agissait d'un « coup médiatique » des prisonniers pour attirer l'attention du monde entier. Mais de son côté, George W. Bush avoué son embarras en déclarant : "J'aimerais fermer Guantanamo, mais je reconnais que nous détenons certaines personnes qui sont sacrément dangereuses et que nous ferions mieux d'avoir un plan pour les faire passer devant les tribunaux". La prison devrait être vidée au fur et à mesure que des détenus seront renvoyés dans leur pays d'origine, selon le président américain.

L'Union européenne semble de son côté décidée à demander avec plus de fermeté que par le passé la fermeture de la prison de Guantanamo, à l'occasion du prochain sommet entre Européens et Américains, le 21 juin à Vienne. Le Parlement européen vient d'appeler l'Union à « mettre en place une action commune pour demander au gouvernement américain de fermer le centre de détention de Guantanamo ». La chancelière allemande, Angela Merkel, ainsi que la ministre autrichienne des Affaires étrangères -dont le pays assure la présidence de l'Union- se sont déjà prononcées en ce sens. Cela fera une pression supplémentaire -et non des moindres- pour qu'enfin, cette tristement célèbre prison de Guantanamo ferme ses portes.

« La majorité des visages dont je me souviens expriment le désespoir, la souffrance, l'incompréhension qui tournent à la folie silencieuse ».

Caroline Taix

http://www.lejournal-hebdo.com/article.php3?id_article=8560

Nouvel Obs

L'Europe doit envisager de prendre en charge des détenus de Guantanamo, selon le rapporteur spécial de l'ONU

VIENNE (AP) -- Les gouvernements européens peuvent aider les Etats-Unis à fermer Guantanamo, en envisageant de prendre en charge certains des suspects de terrorisme actuellement détenus dans le camp, a estimé jeudi à Vienne Manfred Nowak, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture.

Selon M. Nowak, qui s'exprimait sur les ondes de la radio autrichienne FM4, "il s'agit d'un problème global. Ce sont des gens qui ne constituent pas seulement une menace pour les Etats-Unis, mais aussi pour les Etats de l'Union européenne et d'autres Etats. La responsabilité devrait être globale". Il suggère "une solution conjointe, dans laquelle l'Europe et d'autres parties du monde devraient jouer un rôle actif".

Venu rencontrer les dirigeants européens à Vienne en Autriche, George W. Bush leur a assuré mercredi qu'il "aimerait" bien fermer le camp de prisonniers de Guantanamo.

Le président américain a dit comprendre les inquiétudes européennes à l'égard des détenus emprisonnés depuis 2002 en dehors de tout cadre juridique sur la base américaine à Cuba, mais a affirmé que certains prisonniers étaient capables de tuer "de sang froid" et devaient être "jugés devant les tribunaux américains". AP

<http://permanent.nouvelobs.com/etranger/20060622.FAP4550.html?1446>

23 juin 2006

Louise Arbour dénonce la détention secrète de terroristes présumés

Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Louise Arbour a jugé vendredi "très préoccupant" le recours à des centres de détention secrets dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, affirmant que les prisonniers devaient être traités conformément au droit international.

Devant le tout nouveau Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, Mme Arbour a fait clairement référence aux accusations répétées de violations par les Etats-Unis du droit international. "Il est essentiel qu'à tout moment, les gouvernements fondent leur réaction au terrorisme sur la loi", a-t-elle affirmé.

La délégation américaine a répondu que "la politique des Etats-Unis est de traiter humainement les combattants capturés." Son chef, l'ambassadeur Warren Tichenor, a affirmé que Washington respectait son "engagement absolu à remplir (ses) obligations nationales et internationales pour éradiquer la torture et empêcher les traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants dans le monde".

Selon Mme Arbour, "l'existence présumée de centres de détention secrets où des suspects sont tenus au secret est (...) très préoccupant". "De telles pratiques ont un effet corrosif sur l'Etat de droit et les droits de l'Homme, et créent des conditions favorables pour d'autres conduites abusives."

Les gouvernements doivent continuer à respecter le droit international, qui stipule l'interdiction totale de la torture et le droit à un procès équitable, a-t-elle souligné.

Les Etats-Unis sont très critiqués à propos de la prison spéciale de leur base de Guantanamo (Cuba), où ils détiennent depuis 2002 des centaines de suspects de terrorisme en dehors de tout cadre juridique. Des prisonniers qui n'ont pas été inculpés et n'ont pas accès aux tribunaux.

Le droit international fait également obligation aux gouvernements de ne pas renvoyer des individus dans un pays où ils risquent d'être torturés, a souligné Mme Arbour, en allusion aux allégations de transferts de suspects par la CIA vers de tels pays.

"Outre le fait de ne pas se livrer eux-mêmes à des actes de torture, les Etats ont l'obligation positive d'empêcher que les individus soient exposés à la torture." Et il ne doit pas y avoir d'exception à cette règle, même dans la lutte contre le terrorisme, a-t-elle poursuivi. "La torture délégitime l'action de l'Etat au point que l'Etat ne peut plus affirmer son autorité morale."

Les Etats-Unis ont été mis en cause ces derniers mois dans l'affaire des prisons et vols secrets de la CIA. Selon des enquêteurs européens, des pays du Vieux continent ont laissé les services secrets américains enlever et transporter des suspects vers des prisons clandestines en Europe et ailleurs, où ils étaient susceptibles d'être torturés. De tels faits violeraient des traités signés par les Etats européens, notamment la Convention européenne des droits de l'Homme.

Mme Arbour a exhorté tous les pays à révéler et poursuivre toute violation présumée des droits humains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. "Faire fi du droit ou créer des exceptions déplacées, comme ont tenté de le faire de nombreux gouvernements, conduirait à une érosion constante des droits fondamentaux", a-t-elle averti.

La première session du Conseil des droits de l'Homme, qui compte 47 membres, s'est ouverte lundi à Genève et se tient jusqu'au 30 juin. Cette instance remplace la défunte Commission des droits de l'Homme de l'ONU, qui avait perdu toute crédibilité ces dernières années. AP

<http://www.la Tribune.fr/News/News.nsf/AllByID/Louise-Arbour-denonce-la-detention-secrete-de-terroristes-presumes---AP-ONU-DROITS-HOMME-TERRORISME?OpenDocument>

Armées.com

France : un ancien détenu français de Guantanamo porte plainte

Khaled Ben Mustapha, l'un des six anciens détenus français de la base américaine de Guantanamo, a porté plainte contre X vendredi pour "enlèvement, séquestration" et "actes de torture et de barbarie", a annoncé vendredi l'un de ses avocats Me Philippe Meilhac.

Il s'agit de la troisième plainte déposée par un Français ayant été détenu à Guantanamo. "Nous voulons que le statut de victime soit reconnu à notre client pour qu'il ait droit à une

indemnisation", a dit l'avocat. Sur les conditions de sa détention, Khaled Ben Mustapha a notamment raconté : "j'ai reçu des coups de poing. J'ai été assommé avec une serviette mouillée qui contenait une savonnette. On m'a accroché au plafond par les mains" ou encore "on dormait avec des couvertures pleines de poux".

Interpellé à la frontière pakistano-afghane par les autorités pakistanaises après les attentats du 11 septembre, Ben Mustapha avait été remis aux autorités américaines. Après avoir été détenu au Pakistan et à Kandahar, il a été transféré le 13 février 2002 sur la base militaire de Guantanamo à Cuba où il a séjourné trois ans.

Rapatrié en France, il a été mis en examen le 11 mars 2005 pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et placé en détention provisoire jusqu'au 6 mars dernier. Les six anciens détenus français de Guantanamo seront jugés du 3 au 12 juillet devant le tribunal correctionnel de Paris.

<http://www.armees.com/France-un-ancien-detenu-francais-de-Guantanamo,3818.html>

24 juin 2006

Nouvel Obs

Quatorze Saoudiens de Guantanamo libérés et renvoyés en Arabie saoudite

WASHINGTON (AP) -- Quatorze Saoudiens ont été libérés samedi du camp de détention américain de Guantanamo (Cuba) et transférés vers leur pays, a annoncé le Pentagone.

Le ministère américain de la Défense s'est contenté de dire que l'un d'eux n'était plus considéré comme un "combattant ennemi", et que l'examen administratif des dossiers des autres avait déterminé qu'ils pouvaient être transférés.

Ces libérations portent à 310 le nombre de détenus renvoyés dans leurs pays respectifs, notamment l'Albanie, l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, l'Australie, le Bahreïn, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Koweït, le Maroc, l'Ouganda, le Pakistan, la Russie et la Suède.

Il reste donc 450 détenus à Guantanamo, dont 120 qu'on considère susceptibles d'être transférés chez eux ou libérés. Ces cas sont soumis aux discussions entre les Etats-Unis et les pays concernés. AP

<http://permanent.nouvelobs.com/etranger/20060624.FAP4967.html?1633>

L'Express

Quatorze Saoudiens détenus à Guantanamo renvoyés dans leur pays

Reuters

Quatorze Saoudiens qui étaient emprisonnés à Guantanamo ont été renvoyés dans leur pays, annonce le Pentagone.

Le Pentagone a précisé qu'après ce nouveau renvoi, il restait dans la prison militaire au total 450 prisonniers, dont environ 120 qui pourraient bénéficier d'un "transfert ou d'une libération".

"Le départ de ces détenus autorisés à être transférés ou libérés est actuellement sujet de pourparlers entre les Etats-Unis et les autres pays", a déclaré le Pentagone.

Environ 310 prisonniers ont déjà quitté Guantanamo. Un responsable afghan a affirmé le 14 juin que les 96 prisonniers afghans détenus à Guantanamo pourraient bientôt retourner dans leur pays.

<http://www.lexpress.fr/info/infojour/reuters.asp?id=22401&1937>

TSR

Guantanamo: les Etats-Unis renvoient 14 détenus saoudiens chez eux

WASHINGTON - L'armée américaine a transféré 14 Saoudiens du centre de détention de Guantanamo vers l'Arabie saoudite. Cette mesure ramène à quelque 450 le nombre de prisonniers étrangers restant incarcérés sur cette base américaine, a annoncé samedi le Pentagone.°

Un tribunal militaire spécial a décidé que l'un des Saoudiens, dont le nom n'a pas été divulgué, n'était plus considéré comme "un combattant ennemi" tandis que les 13 autres ont été remis aux autorités saoudiennes.

Cette décision intervient après le suicide de deux Saoudiens et d'un Yéménite dans ce centre de détention où sont incarcérés des suspects considérés par Washington comme des talibans ou des membres du réseau terroriste Al-Qaïda. (ATS)

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200002&sid=6845517&cKey=1151188572000>

25 juin 2006

La Nouvelle République

Quatorze Saoudiens de Guantanamo libérés et renvoyés en Arabie saoudite

183 «disparus» retrouvés

Sur les 6 146 disparus officiellement recensés, 183 viennent de donner signe de vie. Ils avaient quitté le pays «plus ou moins clandestinement» - selon les termes du président de la Commission nationale consultative pour la promotion des droits de l'Homme, Farouk Ksentini - pour aller à l'étranger en coupant toutes relations avec leurs familles au point où celles-ci avaient fini par croire que leurs proches avaient été enlevés et les avaient comptés parmi les «disparus».

Farouk Ksentini, qui intervenait, hier sur les ondes de la Chaîne III, explique cette situation par l'insécurité qui régnait durant la décennie noire et qui a pu pousser ces personnes à se réfugier dans certains pays européens. Ces 183 personnes qui étaient tout simplement absentes se sont manifestées et, pour Farouk Ksentini, la politique de réconciliation y est pour quelque chose car elle a aplani les difficultés susceptibles d'être rencontrées. Il se réjouit de pouvoir barrer 183 noms de la liste des disparus.

Quel sera le sort de ces «retrouvés» ? Farouk Ksentini répond : «Si leur absence avait un lien quelconque avec le terrorisme et s'ils ne tombent pas dans les cas d'exception prévus par la Charte, ces personnes bénéficieront des dispositions de la Charte et de la clémence de la loi mais si elles ne bénéficient pas de ces dispositions, la loi sera appliquée à leur égard et elles feront l'objet de poursuites pénales». Le président de la Commission nationale consultative pour la promotion des droits de l'Homme n'exclut pas que d'autres «disparus» réapparaissent «maintenant que les choses sont revenues à la normale».

A propos des 25 algériens emprisonnés dans le centre de détention implanté dans la base américaine de Guantanamo, à Cuba, Farouk Ksentini insiste sur l'opacité totale qui entoure cette affaire. Il rappelle que Guantanamo est conçu comme une zone de non-droit et qu'il n'a pas été possible d'entrer en contact avec ces Algériens dont même le courrier arrive difficilement à ses destinataires. «Les familles algériennes des détenus ont réussi à désigner un avocat qui a pu leur rendre visite à plusieurs reprises», Farouk Ksentini avoue ne pas en savoir plus. Par contre, il a appris, «comme tout le monde», que le président Bush a annoncé, sous la pression internationale, son intention de fermer le centre de Guantanamo après en avoir libéré les 400 personnes qui y sont encore détenus. Les Algériens retrouveront la liberté à cette occasion. Farouk Ksentini est resté évasif en réponse à une question sur la demande qu'aurait présentée l'Algérie pour que les six bosniaques détenus à Guantanamo soient envoyés ailleurs que vers l'Algérie après leur libération, selon une information donnée par leur avocat américain et rapportée par la presse américaine. Mais il a réitéré qu'à sa connaissance, les 25 de Guantanamo sont innocents en Algérie et qu'il est naturel qu'ils reviennent dans leur pays.

Le président de la Commission nationale consultative pour la promotion des droits de l'Homme s'est prononcé pour le maintien de l'arsenal juridique créé par l'état d'urgence et destiné à combattre exclusivement le terrorisme, «par précaution, tant que le terrorisme n'a pas été éradiqué totalement, jusqu'à sa dernière extrémité». Il ne trouve pas d'inconvénients à cela, «puisque les restrictions apportées par les dispositions de l'état d'urgence n'existent que sur le papier et ne gênent en rien les libertés individuelles». D'une façon globale, Farouk Ksentini est satisfait de l'évolution des droits de l'homme en Algérie, «même s'il y a encore des insuffisances comme partout ailleurs». Mais, «l'Etat fait ce qu'il peut pour améliorer la situation des droits de l'homme», Farouk Ksentini cite «la réforme de la justice qui aboutit concrètement sur le terrain». Au début de son intervention, il avait appelé les ONG étrangères «à réviser leur copie» et à voir ce qui se passe dans notre pays autrement que ce qu'elles ont cru déceler. On sait que notre ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bedjaoui, a évoqué, à ce propos, devant la première session des droits de l'Homme des Nations unies, les «explications simplistes et réductrices qui ont accordé du crédit aux tueurs d'enfants et d'handicapés, ainsi qu'un statut aux criminels qui ont cherché à faire assumer à la religion leurs sinistres forfaits».

25-06-2006
M'hamed Rebah

<http://www.lanouvellerepublique.com/actualite/lire.php?ida=39795&idc=4&refresh=1>

Swissinfo

L'Europe doit défendre ses valeurs fondamentales

Dick Marty préside depuis 2005 la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. (Keystone)

Pour Dick Marty, rapporteur spécial du Conseil de l'Europe (CE), le terrorisme doit être combattu dans le respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

Le sénateur suisse doit présenter, mardi devant l'Assemblée du CE, son rapport sur les vols secrets de la CIA. Il est convaincu que des gouvernements chercheront à le discéditer. Interview.

swissinfo : Votre rapport sur les transferts illégaux de présumés terroristes vous a valu beaucoup de louanges mais aussi des critiques de la part des gouvernements incriminés. En acceptant ce mandat, aviez-vous conscience de vous faire autant d'ennemis?

Dick Marty: J'ai accompli mon devoir convaincu que je devais défendre les valeurs fondamentales européennes, celles-là même qui ont permis à notre civilisation d'évoluer ces soixante dernières années.

Après la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a accompli un progrès formidable en ratifiant la Convention des droits de l'Homme et en instituant la Cour européenne des droits de l'Homme. Les Etats qui ont choisi de défendre de telles valeurs se sont assurés un garde-fou contre la barbarie humaine.

Il est donc parfaitement normal que le Conseil de l'Europe, en tant que gardien de tels fondements moraux, prenne cette affaire en mains. Le Conseil de l'Europe a toujours exigé que des efforts soient fournis dans la lutte contre le terrorisme.

Une chose est sûre : il est absolument illégal de recourir à des méthodes en contradiction totale avec les principes sur lesquels repose l'Etat de droit pour combattre le terrorisme.

swissinfo: Des méthodes qui violent le droit mais qui, selon votre second rapport, sont devenues une pratique courante de l'administration américaine

D.M.: L'administration américaine est à l'origine du concept de « rendition », qui signifie littéralement séquestrer des individus suspectés d'avoir commis des actes terroristes mais, sans que tels soupçons n'aient pu être vérifiés par des autorités judiciaires.

Ainsi les suspects sont soit transférés dans des centres de détention: on ne connaît que certains d'entre eux comme Guantanamo ou Kaboul. Soit, ils sont remis à leurs pays d'origine qui font un large usage de la torture.

Il est inacceptable, au nom des principes liés à l'Etat de droit, qu' aucun de ces détenus n'ait été jugé à ce jour.

L'administration américaine a fait un choix qui a le mérite d'être clair. Elle affirme concrètement ceci : 'le terrorisme nous place dans une logique de guerre. Partant, nous ne pouvons appliquer les règles de droit pénal'.

Or, cette même administration refusei d'appliquer le droit de la guerre, dont font partie notamment les Conventions de Genève.

swissinfo: Mais les Etats-Unis, tout comme les nations européennes, se proclament grands défenseurs des libertés et des droits de l'homme.

D.M.: Pour ma part, je considère que les Etats-Unis sont et restent un pays de libertés et de démocratie.

Mais, sur le plan international, les USA adoptent une attitude ambiguë. Dans son approche juridique, l' Etats-Unis font une distinction entre ses propres affaires et celles du reste du monde.

Pour lutter contre le terrorisme, ce gouvernement utilise des méthodes qu'il n'applique pas à ses propres citoyens, mais uniquement aux ressortissants d'autres pays et cela en dehors des frontières nationales américaines.

C'est une forme d'apartheid juridique inacceptable. Le schéma de raisonnement des USA est très simple : Ce qui est bon pour le peuple américain justifie le recours à toutes sortes d'instruments.

swissinfo: Mais, l'administration américaine affirme que la lutte contre le terrorisme n'est plus possible avec des instruments conventionnels. Qu'en pensez-vous?

D.M.: A mon avis, les moyens de lutte déployés par les Américains au cours de ces dernières années ne sont pas seulement inefficaces mais absolument contre-productifs. Ils exaspèrent le monde musulman et nourrissent un élan de sympathie en faveur du terrorisme.

Un tel soutien représente un apport vital pour ce mouvement. Plus il y a de sympathisants et plus les terroristes se sentent légitimés dans leur action.

Certaines nations européennes ont aussi été la cible d'attentats terroristes ces dernières années. Mais, elles ont combattu ce mal en recourant aux instruments dignes d'un Etat de droit.

swissinfo: Pensez-vous que l'Assemblée du Conseil de l'Europe approuvera votre rapport?

D.M.: Jusqu'ici, j'avoue que j'étais plutôt optimiste. Mais maintenant, je sais très bien que plusieurs gouvernements font tout ce qui est en leur pouvoir pour discréditer l'honnêteté et la rigueur des informations contenues dans ce rapport.

Si les députés devaient en arriver à défendre leur pays à outrance plutôt que de préserver les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe, les choses pourraient alors assez mal se passer.

Interview swissinfo, par Armando Mombelli
(Traduction de l'italien: Nicole Della Pietra)

CONTEXTE

- En novembre 2005, une ONG américaine, Human Rights Watch, a dénoncé les enlèvements illégaux de terroristes présumés par les services secrets des Etats-Unis. Ces derniers auraient ouvert des centres de détention dans certains pays européens.

- Quelques jours plus tard, le Conseil de l'Europe a demandé à Dick Marty, président de la Commission des Droits de l'Homme de l'autorité européenne, de faire un rapport sur cette affaire.

- Le 7 juin dernier, le sénateur tessinois a présenté ses conclusions et un projet de résolution. Les deux documents seront soumis le 27 juin prochain à l'approbation de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

- Le rapport fait état d'indices à l'appui desquels, 14 pays européens auraient apporté leur aide aux services

secrets américains ou toléré que des activités illégales conduites par la CIA soient menées sur leur territoire.

- La Suisse est aussi mentionnée. Le document souligne le fait que la Confédération ait renouvelé le permis annuel de vol pour les avions de l'administration américaine et ce, après que des appareils de la CIA auraient violé l'espace aérien helvétique, en transportant des personnes enlevées.

FAITS MARQUANTS

- 1945: naissance de Dick Marty à Sorengo, au-dessus de Lugano.
- 1974: doctorat en droit dans les universités de Neuchâtel et de Freiburg en Allemagne.
- 1975-89: substitut puis procureur général du canton du Tessin.
- 1989-95: ministre au Conseil d'Etat tessinois, à Bellinzone.
- Dès 1995: le radical est élu au Conseil des Etats à Berne.
- En 1999: il est élu député de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
- Depuis 2005: il préside la Commission des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme auprès du Conseil de l'Europe.

LIENS

- [Le site personnel de Dick Marty](http://www.dickmarty.ch/) (http://www.dickmarty.ch/)
- [Dick Marty, site du Parlement suisse](http://www.parlament.ch/f/homepage/cv-biografie.htm?biografie_id=374) (http://www.parlament.ch/f/homepage/cv-biografie.htm?biografie_id=374)
- [Rapport adressé par Dick Marty à l'Assemblée du Conseil de l'Europe](http://assembly.coe.int/Mainf.asp?Link=/CommitteeDocs/2006/20060606_Fjdoc162006PartII-FINAL.htm) (http://assembly.coe.int/Mainf.asp?Link=/CommitteeDocs/2006/20060606_Fjdoc162006PartII-FINAL.htm)
- [Projet de résolution de Dick Marty, adressé à l'Assemblée du Conseil de l'Europe](http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ArtId=469) (http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ArtId=469)
- [Parlement suisse](http://www.parlament.ch/f/homepage.htm) (http://www.parlament.ch/f/homepage.htm)
- [Le Conseil de l'Europe](http://www.coe.int/DefaultFR.asp) (http://www.coe.int/DefaultFR.asp)
- [CIA](http://www.cia.gov/index.html) (http://www.cia.gov/index.html)
- [Human Rights Watch](http://www.hrw.org/french/) (http://www.hrw.org/french/)

http://www.swissinfo.org/fre/suisse/detail/L_Europe_doit_defendre_ses_valeurs_fondamentales.html?siteSect=111&sid=6840154&cKey=115122308600